

« Terrorisme » : les mesures d'exception que devrait prendre un gouvernement responsable

écrit par Jean Theron | 16 juillet 2016



Le 14 juillet 2016 à Nice: une nouvelle attaque d'un musulman, Mohamed B.... contre notre peuple, une nouvelle bataille perdue par notre pays, perdue par l'humanité, perdue par l'intelligence, la joie de vivre et la liberté, une nouvelle bataille gagnée par l'obscurantisme le plus crasse, l'inhumanité brutale, le racisme absolu.

Le Président de la République vient d'annoncer un certain nombre de mesures en réponse à cette nouvelle défaite :

la poursuite de l'état d'urgence,

le renforcement de l'opération sentinelle,

l'appel à la réserve opérationnelle,

un deuil national de 3 jours,

la mise des drapeaux en berne.

Tout est donc prêt pour subir une nouvelle défaite, tout est prêt pour payer le prix d'un nouveau carnage, tout est prêt pour laisser arracher une nouvelle partie de notre civilisation.

Ce que confirme Mathieu Guidère invité au 13 h de Fr2 pour apporter la lumière du spécialiste en matière d'islamisme, qui explique que « *face à ce nouveau type de terroriste on ne peut pas faire grand chose* ».

Pas grand chose à faire dans le cadre normal, mais beaucoup à faire dans un cadre d 'exception.

A condition de partir de ce qui est : l'assassin est un musulman, ceux qui l'ont précédé étaient des musulmans, les 15000 fichés S sont des musulmans, généralement originaires plus ou moins directement de pays musulmans.

La source de ces attaques se situe donc dans l'environnement musulman.

Dès lors un certain nombres de mesures d'exception s'imposent d'elles mêmes :

1- Contrôle de toutes les mosquées, des lieux cultuels et culturels musulmans, interpellation de toute personne tenant des propos ouvertement anti-français, anti-occident, fondamentalistes ou ouvertement favorables à des organisations terroristes et traduction devant un tribunal d'exception, expulsion de ceux détenant une nationalité étrangère, avec fermeture administrative de l'établissement concerné.

2- contrôle avec perquisition des associations et partis politiques musulmans et dissolution de ceux qui laisseraient apparaître un contenu ouvertement anti-français, anti-occident, fondamentaliste ou ouvertement favorable à des organisations terroristes, avec interpellation de leurs

responsables et traduction devant un tribunal d'exception ,
expulsion de ceux détenant une nationalité étrangère

3 – contrôle des sites internet musulmans et interpellation
des responsables de ceux qui présenteraient des propos
ouvertement anti-français, anti-occident, fondamentalistes ou
ouvertement favorables à des organisations terroristes et
traduction devant un tribunal d'exception, expulsion de ceux
détenant une nationalité étrangère.

4 -interpellation de tous les fichés « s » et traduction
devant un tribunal d'exception, expulsion de ceux détenant une
nationalité étrangère.

5- rétablissement de la double peine supprimée par Sarkozy.

6- Moratoire sur les accords bilatéraux avec les pays du
Maghreb concernant l'immigration.

7- contrôle strict aux frontières et rétablissement des
visas.

Ce n'est pas exhaustif, mais cet ensemble de mesures serait
déjà à même d'assécher sérieusement le terreau fertile à la
fanatisation musulmane.

Quelle majorité parlementaire, quel gouvernement, quel
Président de la République pourraient adopter et mettre en
application de telles mesures ? Toute la question est là !